

L'agriculture familiale et les défis de l'intégration au marché commun

Barros V.C., Fragata A.

in

Abaab A. (ed.), Campagne P. (ed.), Elloumi M. (ed.), Fragata A. (ed.), Zagdouni L. (ed.).
Agricultures familiales et politiques agricoles en Méditerranée : enjeux et perspectives

Montpellier : CIHEAM

Options Méditerranéennes : Série B. Etudes et Recherches; n. 12

1997

pages 240-250

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=CI971308>

To cite this article / Pour citer cet article

Barros V.C., Fragata A. **L'agriculture familiale et les défis de l'intégration au marché commun.**
In : Abaab A. (ed.), Campagne P. (ed.), Elloumi M. (ed.), Fragata A. (ed.), Zagdouni L. (ed.). *Agricultures familiales et politiques agricoles en Méditerranée : enjeux et perspectives.* Montpellier : CIHEAM, 1997. p. 240-250 (Options Méditerranéennes : Série B. Etudes et Recherches; n. 12)



<http://www.ciheam.org/>
<http://om.ciheam.org/>

L'agriculture familiale et les défis de l'intégration au marché commun

Vitor Coelho Barros, Antonio Fragata

Instituto Nacional de Investigação Agrária, Lisboa (Portugal)

Résumé. Le Portugal, pays déficitaire en produits alimentaires, a adhéré à un espace européen où la gestion des excédents agricoles est le problème fondamental. Lors de l'adhésion à la CEE, le Portugal a bénéficié de mesures particulières qui se sont traduites par l'injection de moyens financiers considérables. Se référant au modèle de développement dominant, l'Etat n'a pas dirigé ces derniers vers les petites et moyennes agricultures familiales qui sont les plus représentatives de l'agriculture portugaise. Malgré la mise à disposition de tous ces moyens, le secteur agricole est en pleine crise : la production n'a pas augmenté, le commerce extérieur présente un solde négatif élevé et les agriculteurs manifestent leur mécontentement. Face à cette réalité, nous défendons la nécessité de concevoir un modèle de développement alternatif capable de mobiliser la petite et moyenne agriculture. Et, dans le cadre de notre contribution à l'étude du développement de l'agriculture familiale, nous présentons des axes de réflexion à partir de deux agricultures différentes : celle du littoral et celle de l'intérieur.

Mots clés. Exploitation agricole familiale - Agriculture à temps partiel - Stratégie de développement - Politique Agricole Commune - Portugal

Title. *Family farming and the challenges of common market membership*

Abstract. *Portugal, which has a shortage of food products, has joined a European area in which the management of agricultural surpluses is the fundamental problem. When it joined the EEC, Portugal benefited from special measures, with the provision of substantial financial means. Referring to the dominant development model, the state did not use these resources for the small and medium-scale family farms that are typical of Portuguese agriculture. In spite of the availability of all these resources, the farming sector is in crisis. Production has not increased, there is a substantial foreign trade deficit and farmers are showing their discontent. In the face of this, the authors defend the need to design an alternative development model that can mobilise small and medium-scale farming. Within the framework of their contribution to study of the development of family farming, they put forward lines of thinking based on two different kinds of farming: coastal farming and inland farming.*

Keywords. *Family farm - Part-time farming - Development strategy - Common agricultural policy - Portugal*

I – Introduction

L'adhésion du Portugal au Marché Commun a eu lieu environ trois décennies après sa création, au moment même où était en cours une révision profonde de la Politique Agricole Commune (PAC).

Au bout de deux décennies, la production communautaire déficitaire est devenue excédentaire et la gestion de ces excédents est devenue le problème principal des années 80 à cause de son impact sur les budgets communautaires. C'est à cette même époque que la Commission des Communautés Européennes a commencé à réaliser un ensemble de changements dans le but de mieux contrôler la production : fixation des quotas, seuils de garantie, taux de co-responsabilité (CEE, 1991). Les principaux excédents provenaient des productions de lait, des céréales et de viande (CEE, 1991).

Contrairement à cette situation, l'agriculture portugaise est extrêmement déficitaire et connaît des problèmes de structures des exploitations agricoles et, ce, malgré l'importation et l'adoption, depuis longtemps, de modèles de développement qui ont réussi en Europe. En effet, chez nous comme dans la CEE, le modèle appliqué au développement du secteur agricole a pour référence la grande exploitation agricole qui, selon ses défenseurs, est la seule à permettre l'application généralisée des sciences et des techniques à la production qui, à son tour, mène à l'industrialisation de l'agriculture et réduit ainsi les coûts de production (Nallet, 1983).

Lors de l'adhésion au Marché Commun, le Portugal a bénéficié d'une formule de transition par étapes permettant une certaine protection du marché intérieur pendant les cinq premières années (la 1^{ère} étape allant de 1986 à 1990). Toutefois, à partir de 1991, avec l'entrée en vigueur de la 2^{ème} étape, l'impact des règlements communautaires a commencé à se faire sentir, notamment à travers la chute des revenus des agriculteurs et la croissante libéralisation des importations des produits.

Suite à l'intégration dans l'espace européen, l'injection de moyens financiers dans l'agriculture portugaise est très importante et porte sur les investissements dans les infrastructures d'encadrement des exploitations agricoles et les investissements productifs dans les exploitations elles-mêmes.

Les défis qui se présentent à l'agriculture familiale, dont l'importance dans le secteur agricole du pays est reconnue, doivent être analysés d'après le cadre suivant :

- d'un côté, l'application actuelle de la PAC à l'agriculture portugaise avec, pour conséquence, la perte d'un certain protectionnisme économique dont elle avait bénéficié dans un passé récent, ainsi que la naissance d'une nouvelle dynamique des investissements ;
- d'un autre côté, une certaine expectative quant à l'avenir de la PAC et le rôle que le Portugal a à jouer dans sa formulation.

II – L'agriculture familiale est très importante du point de vue économique et social

L'agriculture familiale, dans toute sa diversité, est très importante au Portugal que ce soit par le nombre d'exploitations agricoles existantes, par leur quote-part dans la production agricole totale ou par leur contribution au développement d'autres activités économiques.

En 1979, la population agricole familiale recensait 2,7 millions de personnes (INE, 1982), c'est-à-dire 28,9 % de la population totale du Portugal. Il y avait environ 725 000 exploitations agricoles familiales qui représentaient 93,1 % du nombre total de producteurs agricoles individuels. Par ailleurs, elles occupaient 69,2 % de la surface agricole et leur contribution à la formation du produit agricole brut (PAB) s'élevait à 75,1 % (Tableau 1)¹.

Tableau 1. Importance sociale et économique, indice d'intensification et articulation de l'agriculture familiale avec les secteurs d'activité, par régions, en 1979

Régions et Continent	Nombre d'exploit. (%)	Surface (%)	PAB (%)	PAB/ha (indice)	Articulation avec les secteurs d'activité*			
					Agricult. forêts et pêche	Industrie	Constr. et travaux publics	Tertiaire
Entre-Douro e Minho	92,7	85,7	87,8	142	9,6	29,6	18,9	41,9
Trás-os-Montes	86,9	77,1	79,2	71	41,1	4,4	9,4	45,0
Beira Litoral	95,5	87,5	84,0	112	18,6	22,7	15,2	43,4
Beira Interior	94,1	74,7	81,5	55	26,0	13,7	14,0	46,4
Ribatejo-Oeste	94,2	64,5	69,9	194	23,7	20,9	12,8	42,7
Alentejo	89,9	52,5	48,7	48	40,1	7,5	10,8	41,6
Algarve	94,9	81,4	86,3	88	27,9	7,7	19,2	45,3
Continente	93,1	69,2	75,1	100	22,0	20,0	14,8	43,3

Source : Projecto CEAPR

* Cette articulation concerne l'ensemble des membres de la famille ayant une double activité (en %)

Ce système d'agriculture s'est développé pendant les années 70. En effet, le nombre de producteurs familiaux est passé de 85 % en 1968 à 93,1 % en 1979. Au cours de cette décade, le caractère de revenus multiple, «pluri-revenu», de l'agriculture familiale s'est accentué. En effet, le nombre d'exploitations, où le travail agricole est exécuté par les membres de la famille mais dont la majeure partie du revenu de la famille agricole provient de l'extérieur, a augmenté de 35,2 % : il est passé de 27,2 % en 1968 à 62,4 % en 1979.

Bien que l'agriculture familiale soit présente dans toutes les régions du pays, son importance varie selon les régions, selon son niveau d'intensification et selon ses différentes formes d'articulation avec les autres secteurs économiques. Toutefois, sa liaison au secteur tertiaire est une caractéristique commune à toutes les zones.

Dans les régions d'Entre-Douro et Minho, l'agriculture familiale occupe respectivement 85,7 % et 87,5 % de la surface agricole ; elle présente des indices d'intensification élevés et une forte articulation avec le secteur industriel. Dans ces deux régions, la contribution de cette forme d'agriculture à la formation du PAB s'élève respectivement à 87,8 % et 84 %.

Par contre, dans les régions de Trás-os-Montes et Beira Interior, à l'intérieur du pays, l'agriculture familiale s'articule fondamentalement avec le secteur forestier. Elle y occupe respectivement 77,1 % et 74,7 % de la surface agricole ; elle représente 79,2 % et 81,5 % du PAB et elle a des indices d'intensification agricole très bas.

A Ribatejo-Oeste et en Alentejo, l'agriculture familiale se trouve en forte liaison avec le secteur primaire. Elle y occupe respectivement 64,5 % et 52,5 % de la surface agricole, les plus faibles taux d'occupation agricole des terres sur le continent. En ce qui concerne le PAB, les chiffres sont aussi les plus bas, respectivement 69,9 % et 48,7 % pour chacune des zones. Quant à l'indice d'intensification, celui de Ribatejo-Oeste est le plus élevé.

En Algarve, l'agriculture familiale occupe 81,4 % de la surface totale des exploitations agricoles et elle génère 86,3 % du PAB. Dans cette région, l'agriculture familiale présente le taux d'articulation le plus élevé avec le secteur de la construction et des travaux publics.

L'agriculture familiale se trouve dans toutes les classes de superficie des exploitations agricoles avec, cependant, une très forte représentativité au niveau de la très petite, petite et moyenne unité de production agricole. Le Tableau 2 en donne l'illustration.

Tableau 2. Nombre d'exploitations agricoles selon la dimension économique (UDE)

Typologie	Dimension (UDE)	Nord et Centre Littoral ¹	Nord et Centre Intérieur ²	Ribatejo et Oeste	Sud ³	Continent
Très petite	< 2	276 618	106 868	110 684	42 391	536 561
Petite	2 à 4	48 994	29 396	35 585	14 654	128 629
Moyenne	4 à 16	22 454	15 602	32 729	14 796	85 581
Grande	16 à 40	1 389	1 115	5 574	3 061	11 139
Très grande	> 40	419	347	2 496	1 656	4 918
Total	–	349 874	153 328	187 068	76 558	766 828

Source : RICA, 1985

1) Entre-Douro e Minho et Beira Litoral ; 2) Trás-os-Montes et Beira Interior ; 3) Alentejo et Algarve

Ces types d'agriculture familiale produisent essentiellement du maïs, de la pomme de terre, des produits horticoles, du lait de vache, de la viande de petits animaux d'élevage, des oeufs et de la viande porcine et caprine. Les productions de châtaignes, de vin, de fruits frais et secs, de caroubes, de pignons et de viande bovine sont aussi importantes dans l'agriculture familiale. D'une façon générale, il s'agit d'activités très exigeantes en main-d'oeuvre mais génératrices de marges brutes unitaires plus élevées.

Ces caractéristiques d'intensification sont en accord avec la structure de l'agriculture familiale, notamment en ce qui concerne la relation entre le travail (facteur abondant) et la terre (facteur rare) (Boussard, 1986).

Les destinations privilégiées des productions par l'agriculture familiale sont le marché intérieur pour le lait, la pomme de terre, les légumes et les oeufs, et l'exportation pour la caroube, le pignon et la châtaigne. Il est à noter, qu'en 1989, les trois derniers produits ont représenté environ 70 % des exportations des fruits secs et frais (Rocha, 1990).

Comme nous venons de voir, l'agriculture familiale a une très grande importance économique, soit au niveau de l'approvisionnement alimentaire du pays, soit au niveau du commerce extérieur. Nous avons vu aussi que l'orientation productive de l'agriculture familiale suit la logique économique, c'est-à-dire, elle épargne ce qui est rare et consomme ce qui est abondant (Boussard, 1986).

L'approche de l'exploitation agricole, en tant que système comprenant l'exploitation, le chef d'exploitation et la famille agricole, nous a permis de vérifier la caractéristique de plurirationalité des différents agriculteurs familiaux (Fragata, 1992 ; Barros, 1992). La plupart de ces agriculteurs ne peut pas être incluse dans la catégorie des entrepreneurs qui cherchent la maximisation du profit. Dans le processus de prise de décision, les objectifs généraux et les choix stratégiques des agriculteurs familiaux s'étendent sur le projet de la famille et les fonctions de chaque membre. Cela se révèle fondamentalement à partir des éléments suivants :

- la position de l'exploitant et des membres de sa famille devant les résultats économiques de l'exploitation ainsi que des ressources et des dépenses familiales ;
- le diagnostic du produit brut et des charges d'exploitation ;
- le niveau du revenu du travail familial dans l'exploitation ;
- l'importance de l'autoconsommation, des dépenses de la famille agricole et des ressources extérieures.

Parmi les objectifs principaux de l'agriculteur et de sa famille, il faut signaler :

- la recherche de gains monétaires plus au moins élevés ;
- la recherche de sécurité en ce qui concerne l'approvisionnement alimentaire et l'habitation ;
- la diversification et l'association de stratégies de subsistance et d'ouverture au marché ;
- la prévention contre les vicissitudes du marché ;
- l'emploi du chef de famille ou des enfants à l'extérieur ;
- l'occupation de l'épouse dans l'activité agricole.

Les choix stratégiques sont faits d'après les objectifs que l'on vient de signaler, en prenant en compte la composition de la famille, son histoire et son cycle de vie ainsi que son milieu naturel et socio-économique. Il y a des situations très différentes en ce qui concerne l'intégration dans le marché des unités de production, leur degré d'intensification et de spécialisation et la combinaison des productions.

A la lumière de la théorie économique dominante, la plupart des types d'agriculture familiale sont censés de ne pas être viables dans la mesure où ils n'arrivent pas à maximiser le profit. En effet, les fonctions que ces agriculteurs et leurs familles adjugent à l'exploitation agricole sont très différentes de ce dernier objectif si simple et si linéaire.

III – L'agriculture familiale et la politique agricole récente

La spécificité de l'agriculture portugaise lui a permis de bénéficier d'une intégration par étapes au travers d'un Programme Spécifique de Développement, PEDAP, Reg. (CEE) n° 3828/85, et d'une Action Commune Spécifique pour l'Amélioration des Structures Viti-vinicoles, Reg. (CEE) n° 2239/86.

Outre ces mesures, le Portugal a aussi bénéficié d'autres règlements tels que :

- le Reg. (CEE) n° 2328/91², sur la modernisation des exploitations agricoles ;
- le Reg. (CEE) n° 866/90³ sur l'amélioration de la transformation et de la commercialisation des produits agricoles ;
- le Reg. (CEE) n° 1035/72 sur l'appui à la constitution et au fonctionnement administratif des organisations de producteurs de fruits et de produits horticoles frais ;

- le Reg. (CEE) n° 1360/78 sur l'appui à la constitution et au fonctionnement administratif des groupes de producteurs.

L'ensemble de ces mesures que l'on vient d'énoncer s'est traduit par une grande injection de moyens financiers dans l'agriculture portugaise ces dernières années, ce qui a d'ailleurs été largement souligné par toutes les analyses concernant l'impact de l'adhésion du Portugal à la CEE.

En effet, entre 1986, année de l'adhésion, et le 31 mai 1991, 320 milliards d'escudos ont été investis dans le secteur agricole national : 236,7 milliards proviennent de subventions du FEOGA (soit 65,4 % du total) et le restant est d'origine nationale (34,6 %) (IFADAP, 1992).

Durant cette même période, le règlement qui a été le plus largement appliqué a été le «2328» (45,9 % du total des investissements), suivi du PEDAP (32,5 %) et enfin du «866» (20,8 %).

Nous prêterons plus d'attention au Reg. (CEE) 2328/91 qui, ayant canalisé la plupart des fonds destinés à l'agriculture portugaise, nous permet d'évaluer jusqu'à quel point le modèle de développement adopté chez nous a souffert de dysfonctionnements.

Le règlement 2328/91 n'a bénéficié qu'à 26 280 agriculteurs, soit environ 4,3 % de l'ensemble des agriculteurs portugais (INE, 1992).

Tableau 3. Agriculteurs bénéficiaires du Reg. (CEE) n° 2328/91

Taille des exploitations (ha)	Distribution des exploitations (%)	Investissement "2328" (%)
1 - 5	78	27
5 - 20	18	34
20 - 100	3	21
> 100	1	17
Total	100	100

Source : INE, 1982 ; Costa et Cordeiro, 1989

Le Tableau 3, où l'on ne compte que les projets approuvés en 1988, illustre nettement l'impact limité et partiel du «2328» (Costa et Cordeiro, 1989). Nous constatons aussi que les classes de superficie les plus nombreuses en effectif (petites et moyennes exploitations) ont été négligées.

Les régions privilégiées ont été le Ribatejo-Oeste avec 26,3 % de l'ensemble des projets approuvés et 22 % des subventions accordées et l'Alentejo avec 22,7 % des projets et 28,2 % des aides. La majeure partie de la moyenne et grande agriculture du Portugal se trouve dans ces deux régions : il n'est pas donc étonnant que l'on y trouve presque la moitié des agriculteurs bénéficiaires (49 %) et des subventions accordées (50,2 %) (IFADAP, 1992).

Dans les régions de minifundisme, les fonds du «2328» ont été accordés aux exploitations de plus grande taille, ce qui correspondait à la minorité d'entre elles. Ce qui s'est passé à l'EDEM en est un exemple : il s'agit d'une région où, en 1979, 95 % des exploitations avaient moins de 4 ha ; or, celles qui ont vu leurs projets approuvés avaient, selon leur activité, les tailles suivantes (Reis, 1989) :

Elevage de bovins	9 ha
Viticulture	19 ha
Production du kiwi	6 ha
Petits ruminants	11 ha
Arboriculture fruitière	9 ha
Culture des fleurs	4 ha
Horticulture	2 ha
Surface moyenne de l'ensemble	9 ha

Le plus grand obstacle à l'application des règlements est le modèle de développement en vigueur axé sur la grande exploitation et, ceci, avant et après l'adhésion du pays à la CEE. L'exemple le plus remarquable de ce que l'on vient de dire est le cas de la restructuration des vignobles. A ce sujet, la contrainte technique s'est révélée si forte qu'il n'a pas été possible d'appliquer avec succès le règlement sur la restructuration, bien que ce dernier soit devenu favorable aux structures de production viticole portugaises (Tableau 4) ; la Grèce, quant à elle, avait négocié un accord pour la restructuration d'une surface minimum de 0,25 ha. En fait, au Portugal, l'objectif prévu de restructurer 30 000 ha de vignobles a été loin d'être réalisé, seuls 2 000 ha ont bénéficié de la restructuration.

Tableau 4. Superficie et effectif des exploitations viticoles

Surfaces des vignobles (ha)	Exploitations agricoles
< 0,2	127 693
0,2 - 0,5	117 749
0,5 - 1	59 501
1 - 2	36 499
2 - 3	11 742
> 3	13 823

Source : INE, 1992a

Il est évident que l'utilisation de moyens financiers aussi importants a mené à la dynamisation de certains secteurs et classes d'exploitations de l'agriculture portugaise. Mais, aujourd'hui, il apparaît clairement que l'impact de ces nouvelles conditions dans la dynamisation de la production agricole nationale est loin d'être positif. L'évolution du commerce extérieur en fait preuve. En effet, le commerce extérieur agroforestier se dégrade d'année en année. En 1990, cinq ans après l'adhésion, il présente un solde négatif de 138,8 milliards d'escudos (Amaral, 1991). Il y a des secteurs plus particulièrement affectés par l'adhésion à la CEE et, en premier lieu, l'horticulture et la fructiculture. Tout au long de la période d'intégration du Portugal à la CEE, le pays est passé d'exportateur (9 300 t en 1985) à importateur. En 1990, il y avait déjà un déficit d'environ 415 tonnes.

Ce cas est paradigmatique puisque, lors de l'époque de l'adhésion qui avait suscité un grand enthousiasme, le secteur de l'horticulture était censé être celui qui réunissait les plus grands avantages. L'analyse que l'on faisait à cette époque-là, centrée essentiellement sur les éléments biophysiques et les coûts de production, ne tenait compte ni de l'analyse des marchés et des circuits de commercialisation, ni de celle de l'organisation de la production. Le règlement spécifique relatif à cette dernière n'a même pas été mis en oeuvre. Face à cette absence d'organisation de la production, à laquelle il faut ajouter l'ouverture de l'économie portugaise au marché extérieur, l'émergence et la multiplication des grandes et moyennes surfaces de vente et l'augmentation des revenus des ménages, il était évident qu'on allait assister à la croissance des importations et, par voie de conséquence, à une plus grande dépendance vis-à-vis de l'extérieur (Rocha, 1990).

A l'opposé, le secteur laitier, basé sur les petites exploitations, soutenu par une organisation coopérative efficace et pour lequel les analystes prévoient un sombre avenir, a vu sa production augmenter d'année en année. En fait, sa contribution à l'approvisionnement alimentaire du pays s'est maintenue et, en 1991, il présentait même un solde positif de plus de 4,6 milliards d'escudos au niveau du commerce extérieur (INE, 1992b).

On a vu que l'investissement massif n'a pas eu d'impact significatif sur l'augmentation de la production portugaise. L'a-t-il eu sur le revenu des agriculteurs bénéficiaires ? La réponse à cette question est négative. En effet, au démarrage de la deuxième étape de l'adhésion, les agriculteurs portugais se trouvent déjà en compétition avec leurs partenaires communautaires. Les prix de leurs produits sont de plus en plus nivelés à ceux de la Communauté alors que les coûts de production sont plus élevés dans la mesure où l'ensemble des facteurs de production sont plus chers au Portugal.

A la réduction des revenus, il faut ajouter les difficultés d'écoulement des produits nationaux à cause de la croissante libéralisation des importations. Ces deux facteurs ont affecté les agriculteurs entrepreneurs mais aussi les producteurs familiaux. Or, en vertu des différentes logiques de fonctionnement qui carac-

térisent ces deux types d'agriculteurs, les premiers semblent être en plus mauvaise situation que les seconds. Plus dépendants des revenus de leurs activités agricoles, ils ont accepté le modèle de la concurrence ouverte, ce qui leur vaut de se trouver aujourd'hui devant la non viabilité de leurs projets. Ils continuent à lutter pour plus de pesticides, plus d'engrais, plus de machines, c'est-à-dire, pour le renforcement du modèle de l'agriculture intensive que la CEE⁴ remet en question en ce moment.

Y aura-t-il une autre issue pour le développement de l'agriculture, notamment pour l'agriculture familiale ? Nous essayerons de répondre à cette question.

IV – Stratégies de développement

La crise du secteur agricole est notoire et se traduit particulièrement au niveau des conditions de vie difficiles des paysans et de la grande dépendance alimentaire du pays.

La recherche pourrait, toutefois, saisir l'occasion des crises pour repenser le développement, dans la mesure où ces dernières présentent les conditions nécessaires et préalables à la création de nouvelles théories (Kuhn, 1983). En fait, on a besoin d'une nouvelle pensée agronomique et économique, étant donné que la doctrine dominante s'avère de plus en plus inadaptée à la réalité portugaise.

Cependant, il ne s'agit pas d'une tâche facile à réaliser puisque le passage d'un paradigme à un nouveau paradigme ne s'accomplit pas à partir de variantes ou d'extensions du premier ; il faut surtout de nouveaux fondements (Kuhn, 1983). En réalité, il faut substituer l'agriculteur réellement existant à l'entrepreneur idéal, la mise en valeur des systèmes de production agricole diversifiés à l'agriculture spécialisée souhaitée, le monde rural au monde strictement agricole, les technologies écologiquement adaptées aux technologies productivistes. Il est aussi indispensable de tenir compte des contraintes sociales et de la logique de l'exploitation familiale. L'analyse devrait aussi privilégier l'interrelation de l'agriculture avec les autres secteurs d'activité au détriment de l'étude des secteurs pris séparément ainsi que les interactions entre les différents systèmes agricoles et les articulations de ces derniers avec les institutions d'encadrement.

Comme on l'a déjà dit, le monde de l'agriculture familiale portugaise est extrêmement complexe et hétérogène et les stratégies des agriculteurs varient en fonction des différents paramètres tels que la taille, les objectifs de la famille, le marché, la situation écologique et géographique. Par conséquent, le développement de l'agriculture familiale demande des stratégies différentes, tout en tenant compte les situations concrètes du travail des agriculteurs.

C'est ainsi qu'à partir de maintenant, nous allons travailler sur les défis que connaissent deux types d'agriculture familiale au Portugal, l'agriculture familiale du littoral et celle de l'intérieur. Nous émettrons aussi des idées sur ce qui peut, à notre avis, constituer des stratégies adéquates à leur développement.

Pour l'agriculture familiale des régions littorales, proche des grands centres de consommation, ayant les meilleures ressources biophysiques et tournée vers les produits de base (lait, viande, légumes, fruits), son défi se trouve au niveau de la concurrence. En effet, elle doit offrir ses produits à des prix bas sur des marchés soumis à la forte concurrence des agricultures intensives et très bien organisées. En ce qui concerne les agricultures familiales des régions de l'intérieur qui fournissent des produits de haute qualité, elles ne sont généralement pas soumises à d'aberrants programmes de modernisation agricole. Le défi consiste donc dans la mise en valeur d'un assez vaste patrimoine de ressources endogènes végétales et animales afin de développer une agriculture de produits biologiques avec une valeur ajoutée plus élevée.

Dans une grande partie du littoral, plus particulièrement au nord et au centre du pays, le développement est basé sur l'articulation entre l'industrie diffuse et l'agriculture familiale. Dans ces régions, la conjugaison des divers facteurs tels que la pression démographique trop élevée, la grande concentration des ressources de l'agriculture familiale (terres agricoles, eau d'irrigation, travail), la stabilité du système foncier, l'urbanisation dispersée, ne permet pas d'envisager un développement à partir d'exploitations agricoles de taille suffisante et dirigées par des agriculteurs à plein temps. D'autres conceptions du dévelop-

pement peuvent être y appliquées, plus spécifiquement celles concernant un modèle de développement basé sur les petites et moyennes exploitations familiales, en substituant le concept d'espace rural, dans son acception la plus large, à celui de l'espace strictement agricole (Carvalho et al., 1991).

Les exploitations agricoles familiales des régions de l'intérieur se trouvent dans des zones caractérisées par un déclin rural plus au moins accentué, une forte émigration et l'abandon des terres marginales. Il faudrait alors renforcer et promouvoir des activités artisanales, industrielles et tertiaires, pour parer au dépeuplement et pousser à la pluriactivité. Une agriculture consacrée aux produits de haute valeur biologique peut permettre l'amélioration des revenus des agriculteurs familiaux de ces régions et pousser à une plus grande consommation de produits de qualité, si l'on prend comme référence les perspectives de développement rural défendues par la Commission des Communautés Européennes (CEE, 1988).

La technologie conçue pour les grandes exploitations n'est pas généralement adaptable à l'agriculture familiale. Or, la maîtrise de la technologie s'avère d'une très grande importance dans le cadre du développement stratégique de l'agriculture familiale. Si l'innovation permet d'accroître les capacités concurrentielles, elle implique aussi une gestion adéquate des ressources des agriculteurs familiaux, de la prise en compte des sols jusqu'à leurs capacités financières, en passant par le travail et l'irrigation des terres. Dans la recherche des technologies appropriées, écologiquement adaptées et économiquement et socialement viables, il faut tenir compte du principe selon lequel la technique doit s'adapter à l'agriculteur, et jamais l'inverse.

A notre avis, on devrait prévoir des productivités moyennes obtenues à partir de faibles consommations intermédiaires, de façon à générer simultanément des gains de productivité ainsi que la réduction des coûts, comme c'est le cas pour la production de lait à Beira Litoral (Barros, 1992) et pour la rotation maïs/haricot/*ray grass* à Entre Douro e Minho (Fragata, 1992).

Le développement de techniques appropriées est particulièrement important dans les régions de l'intérieur où presque tout reste à faire. Des études sur l'agriculture familiale existante (inventaire/recensement, collecte de données, évaluation) sont indispensables pour une meilleure connaissance et gestion de ses ressources, autant au niveau des producteurs locaux que des races d'animaux élevées traditionnellement. Ces études ne doivent pas être effectuées seulement au niveau des ressources agricoles elle-mêmes ; elles doivent être intégrées dans le milieu environnant, au sens le plus large du terme. Si l'on ne réalise pas cette approche globale, on risque d'avoir une appréhension partielle de la situation et on ne sera pas capable d'en interpréter les échecs et, plus particulièrement, l'impact des politiques agricoles appliquées dans ces milieux difficiles (Bérard et al., 1991).

Le besoin d'un environnement économique, assurant à l'agriculture familiale des conditions concurrentielles, devrait prévoir l'amélioration de l'appareil d'encadrement existant dans les régions littorales (coopératives laitières, fruitières, horticoles) pour garantir l'écoulement des produits d'une multitude de petites exploitations. Cet encadrement devrait intégrer les agriculteurs familiaux tout en tenant compte de leur logique de fonctionnement et de leurs caractères de producteurs autonomes, non spécialisés dans la plupart des cas.

Dans l'intérieur du pays, les organisations professionnelles pour le développement de produits de qualité n'existent pas ou sont peu performantes. Dans ces régions, les producteurs et les ressources locales endogènes requièrent des structures d'intégration dont la nouveauté et la complexité exigent une forte organisation encadrée par une politique cohérente et continue de l'Etat. Cette dernière devra s'appuyer tout particulièrement sur la recherche génétique, des études sociologiques, des politiques de crédit et de vulgarisation, sans oublier de prendre en compte tous les aspects commerciaux liés à l'écoulement des productions (Fragata et al, 1991).

V – Conclusion

L'agriculture familiale portugaise est une réalité polymorphe présentant une grande diversité de situations. En vertu des deux types d'agriculture familiale étudiés ici, celle du littoral et celle de l'intérieur, son développement demande une double stratégie proposant une concurrence basée sur des coûts de production minima ou sur la différenciation.

Sur le littoral du pays, les exploitations et leurs organisations d'encadrement devraient avoir une stratégie de concurrence basée sur les prix ; par ailleurs, elles devraient se moderniser systématiquement, surtout lorsqu'elles sont exposées à la concurrence internationale. Les prix bas et/ou la proximité du client final ne suffisent pas à assurer le succès. Les structures devraient viser également la compétitivité en matière de «qualité» et de «temps», tout en assurant le renouvellement des produits de l'agro-industrie. Il faut satisfaire les consommateurs les plus exigeants et les plus avertis, qui demandent la meilleure qualité des produits de base et, ce, au moyen de stratégies de commercialisation appropriées.

Pour les zones de l'intérieur, la structure d'intégration devrait essentiellement atténuer la grande dépendance des producteurs face aux contraintes biologiques et économiques, changer l'actuel fonctionnement des marchés régionaux et identifier des processus spécifiques de valorisation économique, cela étant la meilleure manière de conserver les producteurs et de préserver les races menacées.

Pour terminer, nous voudrions dire que les défis qui se présentent à l'agriculture familiale sont aussi des défis à la recherche. Cela veut dire que de nouveaux courants économiques doivent s'opposer à la pensée économique dominante qui assimile l'exploitant familial à un entrepreneur qui cherche la maximisation du profit. De plus, ils doivent défendre l'application effective de l'agronomie basée sur un progrès scientifique de nature fondamentalement biologique et la perspective de développement fondée sur l'augmentation de la diversité des systèmes.

Notes

1. Ces chiffres sont toutefois sous-estimés, notamment par rapport au nombre d'exploitations et au PAB, puisque le Recensement Agricole du Continent (RAC) dont nous avons utilisé la base de données, ne compte pas les jardins familiaux qui sont très importants du point de vue de la production destinée à l'autoconsommation des familles qui exercent, par ailleurs, des professions non-agricoles (ouvriers, employés, petits commerçants, etc.).
2. Ce règlement remplace le Reg. (CEE) 797/85.
3. Ce règlement remplace le Reg. (CEE) 355/77.
4. Voir, entre autres, les textes suivants : Commission des Communautés Européennes, Direction Générale des Sciences, de la Recherche et du Développement, Le Programme Fast II (1984-1987). Résultats et Recommandations, Volume 6 : L'usage des ressources agricoles et forestières en Europe. Les modèles de développement dominants en question ; Commission des Communautés Européennes, COM (91) 100, Bruxelles, le 1er février 1991.

Références

- **Amaral, M.B.** (1991). *Estudo da evolução do comércio externo agro-florestal, 1981 a 1990*. DGPA, Lisboa (Documento de Trabalho n° 10).
- **Bérard, L. et al.** (1991). *Cultivateurs locaux, ethnobiologie et développement*. Actes du colloque La Conservation des Espèces Sauvages Progénitrices des Plantes Cultivées, Conseil de l'Europe, Strasbourg, 1 p.
- **Boussard, J.M.** (nov.-déc. 1986). Hétérogénéité technique et structurelle dans les exploitations agricoles. *Economie Rurale*, n° 176.
- **Carvalho, A., Coelho Barros, V., Fragata, A.** (1991). L'agriculture à temps partiel au centre-nord et sur le littoral du Portugal. Importance actuelle et perspectives futures. In : *Pluriactivité et revenus extérieurs dans l'agriculture méditerranéenne*. Eds N. Bourenane et P. Campagne, Options Méditerranéennes, Série B, n° 5, CIHEAM-IAM, Montpellier, pp. 95-125..
- **CEE** (1988). O futuro do mundo rural. *Boletim das Comunidades Europeias*, Suplemento 4/88, Luxembourg.
- **Coelho Barros, V.** (1992). *Minifúndio e modernização agrícola. O caso de Vagos (Beira Litoral)*. INIA/DEESA, Lisboa.
- **Comissão das Comunidades Europeias** (1991). COM (91) 100, Bruxelles.
- **Commission des Communautés Européennes** (1991). L'usage des ressources agricoles et forestières en Europe : les modèles de développement dominant en question. In : *Le Programme Fast II (1984-1987). Résultats et Recommandations*, Vol. 6, Bruxelles.
- — (1991). *Evolution et avenir de la Politique Agricole Commune*. Communication de la Commission au Conseil et au Parlement Européen, 12 juillet 1991, COM (91) 258 final, Bruxelles.
- **Costa, C., Cordeiro, G.** (1989). A importância das ajudas estruturais no desenvolvimento do sector agrícola. In : *Agricultura Portuguesa : três anos de adesão*. Actes de séminaire de Lisbonne, MAPA, Lisbonne.
- **Fragata, A.** (1992). *Políticas agrícolas, diversidade e estratégias dos agricultores. Casos no Entre-Douro e Minho e Vale do Sousa*. INIA/DEESA, Lisboa.
- **Fragata, A., Sousa, F., Mendonça, A.** (1991). *A valorização da carne de bovino da raça mirandesa*. Comunicação apresentada ao Congresso Internacional de Zootecnia, Universidade de Évora, 6 p.

- **Khun, T.** (1983). *La structure des révolutions scientifiques*. Flammarion, Paris.
- **Nallet, H.** (1983). *A intensificação da produção agrícola. Interpretações e perspectivas de investigação*. Ulmeiro/Agricultura, Lisboa, 13 p.
- **Portugal. DEESA/INIA - CIDE/ISCTE.** *Projecto CEAPR : Sistema de Informação (1979/80)*. DEESA/INIA-CIDE/ISCTE, Lisboa.
- **Portugal. IFADAP** (1992). *Síntese da aplicação a Portugal dos regulamentos comunitários*. Direcção de Divulgação e Informação, Lisboa.
- **Portugal. INE** (1982). *Recenseamento Agrícola do Continente 1979*. INE, Lisboa.
- —. **INE** (1991). *Recenseamento General Agrícola 1989*. INE, Lisboa (résultats préliminaires).
- —. **INE** (1992a). *Estatísticas Agrícolas 1990*. INE, Lisboa, 44 p.
- —. **INE** (1992b). *Estatísticas do Comércio Externo*. INE, Lisboa (données non publiées).
- **Reis, J.** (1989). Sob os efeitos da integração : um novo dualismo na agricultura portuguesa ? *Vértice*, 18 Setembro.
- **RICA** (1985). *A tipologia das explorações agrícolas em Portugal (Continente)*. Ministério da Agricultura, Lisboa, 66 p.
- **Rocha, J.R.** (1990). *A horticultura e a fruticultura portuguesa na CEE. De exportador a importador. Elementos de reflexão sobre a crise*, Lisboa.

